

FR
E-001150/2018
Réponse donnée par Mme Thyssen
au nom de la Commission
(30.5.2018)

La note de travail publiée par les services du Fonds monétaire international¹ traite de l'impact économique lié à l'afflux récent de réfugiés en Europe² sur la base de scénarios prenant en considération diverses hypothèses. À court terme, la note table sur un impact positif sur le produit intérieur brut, en raison de l'expansion budgétaire liée au soutien des demandeurs d'asile et à l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre. L'impact à moyen et à long terme dépend du niveau d'intégration des réfugiés sur le marché du travail. Cette analyse est cohérente par rapport aux conclusions de la Commission³.

Les conclusions de la Commission font apparaître une sous-utilisation considérable des qualifications des ressortissants de pays tiers par rapport aux nationaux. Dans les précédentes vagues de réfugiés, le manque de reconnaissance de leurs qualifications dans les pays d'accueil a été identifié comme l'un des principaux obstacles à la recherche d'un emploi, qu'il soit approprié ou non⁴. Comme l'indique le rapport national 2018 pour la Suède, les migrants arrivés récemment ont souvent un faible niveau d'éducation et même ceux qui ont un niveau d'éducation plus élevé ont du mal à faire reconnaître les compétences et qualifications acquises en dehors de l'Union européenne⁵. Afin de faciliter la reconnaissance des compétences des réfugiés, la Commission a lancé l'outil européen de profilage des compétences des ressortissants de pays tiers⁶. Les fonds structurels et d'investissement européens soutiennent des projets visant à améliorer les compétences des personnes issues de l'immigration.

Le projet suédois «en deux étapes»⁷ apporte un soutien aux petites et moyennes entreprises dirigées par des personnes issues de l'immigration. Le soutien apporté à chaque entreprise peut donc atteindre plusieurs salariés. Toutefois, le coût par emploi créé n'a pas fait l'objet d'estimations. Le coût estimé de 30 000 EUR⁸ correspond au coût annuel équivalent du programme suédois «Special Introduction», auquel chaque personne peut assister pendant six mois maximum.

¹ The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges, FMI, 2016.

² Il convient de noter que les réfugiés arrivés récemment ne représentent qu'une petite partie de la population née hors UE et vivant dans l'UE.

³ Cf. rapport 2015 sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe (chapitre II.2).

⁴ Cf. rapport 2016 sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe (chapitre III).

⁵ Cf. SWD(2018) 225 final. Rapport pays 2018 sur la Suède.

⁶ <https://ec.europa.eu/migrantskills/#/>

⁷ Manuel sur l'utilisation des fonds européens pour l'intégration des populations issues de l'immigration (page 17), Commission européenne, 2018.

⁸ The Refugee Surge in Europe: Economic Challenges, (page 48), FMI, 2016.